

NICOLAS LANGLOIS

« LES PRIVATISATIONS COÛTENT PLUS CHER QUE LES SERVICES PUBLICS »

Maire (PCF) de Dieppe, Nicolas Langlois défend les fonctionnaires territoriaux. Il met en avant leurs compétences, leur dévouement, ainsi que la transparence dans l'utilisation des fonds publics, qui disparaît avec les privatisations.

JULIEN JAULIN/HANSLUCAS



NICOLAS LANGLOIS
Maire (PCF)
de Dieppe

La fonction publique territoriale est attaquée, comme toute la fonction publique. En tant que maire, comment réagissez-vous ?

En plus je suis fonctionnaire de métier, puisque je suis douanier. Ça me met en colère, parce que je constate qu'au quotidien les agents de la fonction publique territoriale mais aussi tous les fonctionnaires qui travaillent sur le territoire dieppois mettent de l'énergie et de l'intelligence dans leurs missions. Ils en font beaucoup plus que ce qu'on leur demande pour être au côté des habitants dans leurs projets comme dans leurs difficultés. Les libéraux qui les désignent comme des ennemis à abattre au nom de la réduction de la dépense publique ont eux-mêmes, je pense, un problème avec ce que représentent la fonction publique et ses agents. Ce sont des agents qui ne sont pas soumis, qui sont libres, qui ont un statut et qui peuvent donc avoir un projet de vie même si les salaires sont souvent faibles. Ils veulent en finir avec tout ça, parce que ça ne rentre pas dans le cadre de la société libérale et soumise qu'ils souhaitent.

Et parce qu'il y a des marchés à prendre ?

Sûrement parce qu'il y a certains marchés à prendre. Et d'autres à abandonner parce qu'ils ne sont pas rentables. Sur les marchés à prendre, à chaque débat sur le budget, l'opposition de droite et

macroniste me dit qu'il y a trop d'agents. Je leur demande alors quel service ils supprimeraient. Ils sont incapables de répondre, parce qu'ils savent que l'ensemble des habitants est attaché aux services publics. La grande mobilisation du 9 mai viendra d'ailleurs le rappeler. Je rappelle aussi que lorsqu'on supprime un service public, c'est soit pour faire appel à une entreprise privée, et ça coûte plus cher et c'est moins réactif, soit pour supprimer un service : une crèche, une bibliothèque...

On nous dit que confier un service à une entreprise privée permet de faire des économies. Qu'y répondez-vous ?

Aucune privatisation ou libéralisation n'a jamais généré un centime d'économies. La libéralisation de l'énergie, c'est en quelques années plus 70 % d'augmentation du prix du gaz et plus 30 % pour l'électricité. Il faut que les habitants regardent combien ça leur coûte d'aller dans une piscine privée plutôt qu'une piscine publique, par exemple. Au contraire, les privatisations coûtent plus cher parce qu'il faut rémunérer les actionnaires et les banques. C'est une bataille

d'idées et de société. Lorsque les habitants sont tentés d'être sensibles aux arguments des libéraux qui attaquent la fonction publique, ils doivent se demander ce qu'elle représente à partir de leur lever le matin jusqu'à leur coucher le soir.

En quoi la gestion publique de certaines missions est plus avantageuse que si on la confie au privé ?

D'abord parce que ça reste local. Les agents, les missions, les investissements sont locaux. Ensuite, les agents peuvent se projeter sur place, acheter une maison, et c'est aussi très bon pour l'économie. Et on sait où on va l'argent public. C'est transparent. Quand il s'agit d'argent public qui va dans le privé, avec le Cice ou les allègements de cotisations, on ne sait pas où ça va. Ceux qui les touchent sont incapables de nous en démontrer l'effet pour l'intérêt général. Chez les agents publics, il y a beaucoup de compétences. Et du sens aussi. Dans une période où la recherche de sens traverse toute la société, le service public et la fonction publique en donnent beaucoup. ★

PROPOS RECUEILLIS PAR DIEGO CHAUVET

« La libéralisation de l'énergie, c'est en quelques années plus 70 % d'augmentation du prix du gaz et plus 30 % pour l'électricité. »